

Le 14 décembre 2018
Agissons pour l'augmentation
des salaires, des pensions
et des minima sociaux !!!

Tout augmente, sauf les salaires et les pensions !

- ↗ 80% du gaz *depuis 2005*
- ↗ 30% de l'électricité *depuis 2003*
- ↗ 36% du fioul domestique
- ↗ 24% des carburants (*essence ou diesel*)
- ↗ 6% des produits frais alimentaires ...
- ↗ des mutuelles ...

Alors que l'inflation progresse, les salaires et les pensions ne permettent plus de vivre dignement. Comment mieux se loger et se chauffer ? Comment mieux se nourrir ? Comment se soigner ? Comment aller à son travail ? Comment changer sa voiture ?

Alors que Le Smic est actuellement de 1498 euros brut (1150,50 euros net), loin de pouvoir compenser la réelle augmentation du coût de la vie, le gouvernement a décidé de se limiter à la seule revalorisation automatique. Depuis 6 ans, l'État n'accorde plus aucune revalorisation exceptionnelle du Smic.

L'État fait, ainsi, un nouveau cadeau au patronat car le mécanisme de revalorisation du Smic donne des arguments aux syndicats de négocier des augmentations de tous les salaires via les négociations annuelles obligatoires dans les entreprises. Édouard Philippe a, encore une fois, prouvé la totale déconnexion entre les colères convergentes qui s'expriment à travers le pays et les réponses données, alors que s'exprime fortement l'exigence de plus de justice sociale et de réels moyens pour vivre et faire face aux dépenses contraintes.



Protester contre la vie chère est légitime, agir pour l'augmentation des pensions et des salaires est nécessaire !

De nombreuses luttes pour augmenter les salaires

Elles sont payantes : des augmentations de salaires sont gagnées dans les entreprises lorsque les salariés les revendiquent, se mobilisent et imposent au patronat et aux directions leurs exigences salariales. C'est tous ensemble, dans l'unité, en impulsant et en faisant converger les luttes, que l'on obtiendra de nouvelles conquêtes sociales nécessaires à une société juste et solidaires.

Une politique pour les plus riches !

Le gouvernement s'attaque aux salariés, aux retraités et multiplie les cadeaux aux plus riches !



- Suppression de l'ISF (Impôt sur la fortune) de 7,1 milliards d'euros
- Baisse de l'impôt sur les sociétés de 3,4 Mds d'€ alors qu'un groupe comme Total a réalisé plus de 10 milliards de bénéfices en 2017.
- Baisse de l'impôt sur les revenus du capital alors qu'en France les dividendes versés aux actionnaires ont atteint 50,9 milliards € en 2017 (+ 23 % !)
- 111 milliards d'euros versés aux entreprises dans le cadre du CICE (entre 2013 et 2018) sans création d'emplois pérennes.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- l'augmentation du Smic à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;
- une meilleure répartition des richesses
- la prise en charge des transports par les employeurs ;
- une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, y compris le gaz et l'électricité ;
- une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.



Ces revendications sont urgentes et légitimes.



Bulletin d'adhésion

Nom :

Prénom :

Adresse Postale :

Téléphone :

Mail :

Profession :

A remettre à un militant CGT ou à envoyer à :

UNION DEPARTEMENTALE CGT DE L'YONNE

7, rue Max Quantin 89000 Auxerre

03.86.51.73.77 Ud89@cgt.fr Facebook : CGT Yonne

